

## Sur la préhistoire du 18 juin

François Bédarida

*Sur la préhistoire du 18 juin*, Espoir n°123, juin 2000

Le « miracle » du 18 juin procède de la conjonction de deux facteurs. D'une part, la volonté implacable d'un patriote visionnaire de poursuivre la guerre : un patriote persuadé que sa mission était, en même temps que la nation, l'âme de la France. D'autre part - et sans ce facteur rien n'eût été possible -, la rencontre de deux hommes à la personnalité exceptionnelle - deux géants de l'histoire - et de deux visions géopolitiques convergentes (1).

En effet, du côté de Churchill, depuis le 28 mai les choses sont claires, même si on a beaucoup épilogué sur ses hésitations à ce moment-là. Le sort en est jeté : pour la Grande-Bretagne, il n'y a plus qu'une ligne, la résistance à outrance malgré la défection prévisible de l'allié français. Quant au général de Gaulle, dès le 6 juin, alors qu'il venait d'entrer au gouvernement, il a expliqué à Paul Reynaud qu'il fallait admettre que la bataille était perdue sur le sol français, mais que l'on devait continuer la guerre dans l'Empire (2). En ce sens, selon le mot de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, l'appel du 18 juin est « un acte de raison en même temps qu'un acte de foi » (3).

Cependant, rien n'eût été possible, si dans la semaine du 10 au 17 juin précédant l'appel, un nouvel axe franco-britannique ne s'était substitué à l'axe Churchill-Reynaud. Ce nouvel axe, qui allait durer, avec bien des vicissitudes et bien des tempêtes, pendant cinq années, c'était l'axe Churchill-de Gaulle, alors en train d'émerger au milieu de la débâcle et du désarroi. Or, si on a beaucoup étudié le déroulement des événements conduisant à l'armistice et les vains efforts du nouveau sous-secrétaire d'État à la Guerre pour s'opposer à celui-ci, on n'a pas mis en lumière à sa juste mesure le rôle clef joué par la visite à Londres du général de Gaulle le dimanche 9 juin.

Lorsque ce jour-là le général de Gaulle atterrit dans la capitale britannique, c'est la première fois qu'il met le pied sur le sol de l'Angleterre et la première fois qu'il rencontre Winston Churchill. Chargé par le président du Conseil français de demander au gouvernement anglais un envoi massif en France de nouveaux moyens aériens et terrestres, il est accompagné de Roland de Margerie, chef du cabinet diplomatique de Reynaud, qui appartient comme lui au camp des « jusqu'au-boutistes », et de son aide- de-camp, le lieutenant Geoffroy de Courcel, un diplomate qu'il avait recruté afin de disposer d'un collaborateur de confiance « parlant l'anglais ». Sur place, la première impression est celle du contraste entre un pays en déroute et le calme olympien de Londres. « C'était dimanche, écrit-il dans ses Mémoires, la capitale anglaise offrait l'aspect de la tranquillité, presque de l'indifférence. Les rues et les parcs remplis de promeneurs paisibles, les longues files à l'entrée des cinémas, les autos nombreuses, les dignes portiers au seuil des clubs et des hôtels, appartenaient à un autre monde que celui qui était en guerre » (4).

Mais tout de suite le contact s'établit entre le général français et le Premier britannique. Pourtant, jusque-là en Angleterre, de Gaulle était un inconnu. La première mention officielle que l'on relève à son sujet dans les archives britanniques date du 5 avril dans une note adressée par le capitaine de corvette Coleridge, de la mission militaire britannique en France, au secrétariat du Cabinet de guerre à Londres. Il y était expliqué que c'était sur le colonel de Gaulle, « avocat déterminé de l'attaque [en français] que Paul Reynaud s'appuyait « pour les questions militaires » (de fait le président du Conseil avait voulu le nommer secrétaire du

Comité de guerre, mais il s'était heurté à l'opposition catégorique du ministre de la Guerre, Daladier) (5).

A Downing Street, le général trouve un Churchill bouillonnant, s'exprimant moitié en anglais, mais lui-même a beau plaider avec éloquence en faveur de renforts de la RAF et de troupes au sol, il se heurte à un refus sans appel de son interlocuteur. Partage-t-il le point de vue selon lequel ce serait suicidaire de la part du Royaume-Uni de sacrifier ses forces dans une bataille perdue d'avance ? Le général Spears dans ses Souvenirs, prétend que de Gaulle aurait dit à Churchill : « C'est vous qui avez raison ». C'est aussi ce que suggère un procès-verbal du Cabinet de guerre britannique selon lequel de Gaulle, « parlant pour lui-même », aurait dit son accord avec la position britannique (6). En revanche, Margerie, présent à tous les entretiens du général à Londres, a soutenu que celui-ci s'en est constamment et intégralement tenu à la position officielle de son gouvernement. Il est vraisemblable, en effet, que si l'envoyé de Reynaud - au demeurant frappé par l'égoïsme sacré des insulaires, dont il saura tirer les leçons - n'en pensait pas moins, il a exécuté avec discipline les instructions reçues (7).

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que chacun des partenaires a fait une très forte impression sur l'autre. D'après Jean Monnet (mais faut-il le croire ?), de Gaulle aurait dit de Churchill : « Il est fait pour les tâches grandioses », tandis que Churchill aurait déclaré : « C'est un homme à ma mesure » (8). Nous disposons cependant de documents tout à fait sûrs. A commencer par le compte rendu de l'entrevue qu'a donné aussitôt Churchill devant le Cabinet de guerre, où il dresse du général de Gaulle un portrait très favorable (un général «jeune et énergique») et lui rend un hommage appuyé. Il va jusqu'à envisager la possibilité qu'il soit placé à la tête des armées françaises. Plus curieusement, il évoque l'hypothèse pour l'avenir de deux gouvernements français, l'un en France signant la paix avec l'Allemagne, l'autre outre-mer qui continuerait la lutte. Peu après, dans un télégramme à Roosevelt mettant en garde le président américain contre le maréchal Pétain, déjà « défaitiste » en 1918, il explique qu'il faut soutenir Reynaud, qui heureusement a à ses côtés « un jeune général de Gaulle plein d'allant et qui en veut » (9).

Même son de cloche dans l'ensemble des milieux officiels. L'ambassadeur de France à Londres, Corbin, dans une dépêche au Quai d'Orsay souligne l'excellente impression faite par le nouveau sous-secrétaire d'État à la Guerre (10). Selon Oliver Harvey, personnalité majeure du Foreign Office, c'est « le seul militaire calme et intelligent qui reste ». Spears confirme de son côté que le Général a été bien jugé à Londres : « de sang-froid, concentré, ni tapageur, ni démonté ». Quant à John Colville, le secrétaire de Churchill, il note dans son journal : il y a par chance de l'autre côté de la Manche « un jeune général français nommé de Gaulle dont Winston pense le plus grand bien et qui pourrait organiser le combat en Bretagne ou sur la côte atlantique » (11).

Dans la préhistoire du 18 juin, la journée du 5 juin s'est donc avérée décisive. Pour Charles de Gaulle, désespérément en quête d'un Schwerpunkt capable d'arrêter l'avance inexorable de l'ennemi puisque tout s'écroule autour de lui, ce voyage à Londres non seulement lui a fait faire la découverte de Winston Churchill, mais il lui a fait comprendre que c'était désormais la capitale britannique qui constituerait l'épicentre de la résistance à Hitler : grâce à un chef à la volonté de fer, bien décidé à se battre coûte que coûte (au Conseil Suprême de Briare deux jours plus tard les deux hommes se trouveront renforcés dans leur conviction réciproque), grâce à la présence à Londres d'alliés sûrs et francophiles tels que Anthony Eden, Duff Cooper, Lord Lloyd, le général Spears, grâce à la résolution de tout un peuple face à l'adversaire.

Mais si Londres constituerait sans doute la meilleure plate-forme pour organiser une phalange de volontaires français décidés à poursuivre le combat sous leur propre drapeau, l'analyse stratégique du Général, telle qu'elle sera exposée dans l'appel, rejoint celle de Churchill dans son discours du même jour aux Communes sur « la plus belle heure » : à savoir la vision d'une guerre planétaire et non d'une guerre purement européenne. En témoigne le curieux discours découvert et cité par Anne et Pierre Rouanet dans leur livre sur Charles de Gaulle - un discours prononcé le 21 mai à Savigny-sur-Ardres au lendemain de la bataille de Montcornet et radiodiffusé quelques jours plus tard. La parenté de l'inspiration avec le texte du 18 juin est frappante : « Nous avons déjà vaincu sur un point de la ligne [...]. Un jour nous vaincrons sur toute la ligne. » Certes, « l'ennemi a remporté sur nous un avantage initial », mais avec de meilleurs outils on peut prophétiser « nos succès de demain et notre victoire » (l'appel du 18 juin dit : « les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire ») (12).

Car aux yeux de De Gaulle comme à ceux de Churchill, la guerre en cours est une guerre mondiale. Si la première bataille a été perdue, d'autres peuvent être gagnées, et à l'horizon luira le soleil de la victoire. Le 13 juin, à Tours, Churchill avait offert à Mandel, sans le persuader, de partir pour Londres pour y former un gouvernement français en exil qui poursuivrait avec l'appui total des Anglais la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Le soir même, selon le Journal de Pierre Lafue, de Gaulle avait fait dire à Mandel qu'il considérait comme une fausse solution de se replier à Alger ou à Rabat (13). Ainsi le destin se dessinait. Pour le Général, le choix de Londres s'est peu à peu imposé - même si Churchill pouvait considérer comme un maigre gibier le recrutement de ce général à titre temporaire que personne ne connaissait, alors qu'il comptait sur des figures de premier plan comme Reynaud ou Mandel. Mais chez un chef comme Charles de Gaulle la voix de la raison patriotique primait tout. Comme il l'a écrit dans ses Mémoires de guerre, « naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre, qu'aurais-je pu faire sans son concours? ». Ce qui ne l'a pas empêché de confier plus tard à un de ses proches : « Ce fut épouvantable ! ».

(1) *Une première version anglaise de ce texte a paru dans le recueil A week in June Franco-british Council, juin 2000.*

(2) *Sur les journées cruciales des 26-28 mai à Londres, cf. F. Bédarida, Churchill, Fayard, 1999, pp. 295-196 ; sur l'entretien de Gaulle-Reynaud du 6 juin, cf. C. de Gaulle, Mémoires de guerre, t. 1, L'appel, pp. 43-44.*

(3) *J.-L. Crémieux-Brilhac, La France libre, Gallimard, 1996, p. 48.*

(4) *C. de Gaulle, op. cit., p. 46.*

(5) *PRO/CAB 21 / 1323*

(6) *Cf. Martin Gilbert, Finest Hour, Londres, Heinemann, 1983, p. 487.*

(7) *Entretien avec l'auteur, 12 décembre 1983.*

(8) *J. Monnet, Mémoires, Fayard, 1976, pp. 23-24.*

(9) *M. Gilbert, op. cit., pp. 522-523.*

(10) *Archives du Ministère des Affaires étrangères, télégramme Corbin n° 2469 ; Papiers Dejean, notes sur la visite du général de Gaulle.*

(11) *Général E.L. Spears, Assignment to catastrophe, t. II, Londres, Heinemann, 1954, p. 120 ; O. Harvey, Diplomatie Diaries, ed. J. Harvey, Londres, Collins, 1970, p. 387 ; J. Colville, The Fringes of Power, t.I, Londres, Hodder and Stoughton, 1985, p. 179.*

(12) *Anne et Pierre Rouanet, L'inquiétude outre-mort du général de Gaulle, Grasset, 1985, pp. 101-102 et 355.*

(13) *P Lafue, Pris sur le vif, Del Duca, 1978, p. 193.*

